

22 SEPTEMBRE 1997 -- POUR DIFFUSION IMMEDIATE**ALGERIE: Amnesty International condamne les massacres et appelle à des mesures concrètes**

Amnesty International a condamné aujourd'hui les massacres de plus de 500 civils au cours des dernières semaines en Algérie, et a appelé les gouvernements occidentaux à ne pas renvoyer dans leur pays les demandeurs d'asile algériens qui seraient en danger de mort ou d'autres violations des droits de l'homme.

Plus de 40 personnes, dont beaucoup de femmes et d'enfants, auraient été tuées il y a deux jours dans le dernier d'une série de massacres perpétrés dans des régions aux alentours de la capitale. Les victimes ont été tuées la nuit par des groupes d'individus armés d'armes à feu, de couteaux, de haches et d'autres objets. Des hommes, des femmes et des enfants ont été égorgés, décapités, mutilés, fusillés, et brûlés vifs au moment où leurs maisons ont été incendiées.

L'organisation affirme qu'"il est impératif qu'il soit mis fin à ces meurtres et à ces atrocités. Il ne peut être justifié ou toléré dans aucune circonstance de prendre pour cible des civils, et les responsables de ces atrocités doivent être traduits en justice sans délais. Si des mesures concrètes ne sont pas prises urgemment la spirale de la violence et du désespoir en Algérie va continuer à s'aggraver".

Des survivants de ces massacres se sont plaints que les services de sécurité, qui souvent étaient stationnés dans les environs, ne sont pas intervenus pour arrêter les massacres et ne sont venus sur les lieux que le lendemain matin. Les autorités ont accusé les groupes armés d'opposition d'être responsables de ces massacres, tandis que ces derniers ont accusé les services de sécurité et les milices armées par l'état d'être responsables des tueries. À ce jour aucune enquête indépendante n'a été menée et personne n'a été traduit en justice pour ces massacres.

Amnesty International condamne de la manière la plus ferme tous les meurtres de civils et les autres abus commis par des groupes armés d'opposition. L'organisation appelle tous ceux impliqués dans le conflit à cesser immédiatement de prendre pour cible les civils, et demande aux autorités algériennes de prendre des mesures concrètes afin de garantir la protection de la population civile, de s'assurer que des enquêtes promptes, indépendantes et impartiales soient menées concernant les massacres, et que les responsables soient traduits en justice.

Au moment où les massacres de civils sont de plus en plus répandus, faisant des milliers de victimes au cours de l'année écoulée, le gouvernement algérien ne cesse de répéter que la situation sécuritaire est maîtrisée et qu'il ne reste plus qu'un "terrorisme résiduel". Cependant, dans le même temps il a encouragé la population civile à prendre les armes et à se constituer en milices afin de se protéger des attaques des groupes armés.

Amnesty International affirme que "la protection de la population civile relève de la responsabilité et du devoir de l'état; cette protection ne peut être garantie en distribuant des armes aux civils et en les encourageant à faire justice eux-mêmes".

Des milliers de personnes ont fui leur domicile après ces massacres, par peur d'attaques des groupes armés, et suite aux menaces de mort par des groupes armés d'opposition. Des milliers d'autres, qui ont pu quitter le pays, ont demandé l'asile dans d'autres pays mais leurs demandes ont souvent été rejetées. Les pays occidentaux, qui conseillent à leurs citoyens de ne pas se rendre en Algérie à cause de la violence dans ce pays, refusent souvent d'accorder l'asile aux Algériens sous prétexte "qu'il n'y a aucune preuve qu'ils seraient en danger dans leur pays".

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, HCR, a récemment exprimé sa préoccupation concernant le rapatriement forcé de demandeurs d'asile algériens, dont bon nombre ont besoin de protection en tant que réfugiés. L'organisation a déclaré que dans certains pays "le niveau de reconnaissance de ce besoin de protection a été très faible". Le HCR a appelé les gouvernements à ne pas refouler les demandeurs d'asile algériens sans prendre en considération le danger auquel ils font face s'ils retournent en Algérie.

Amnesty International partage les préoccupations exprimées par le HCR et soutient entièrement son appel aux gouvernements à ne pas refouler en Algérie les demandeurs d'asile qui seraient en danger dans leur pays. L'organisation a été surprise par la déclaration des autorités algériennes condamnant la position du HCR et prétendant qu'il n'est pas vrai qu'un grand nombre d'algériens ayant fui leur pays ont réellement besoin de protection internationale.

Amnesty International affirme qu'"il est inacceptable que les autorités algériennes, qui ne sont pas en mesure d'assurer la protection de la population civile, condamnent et s'opposent aux initiatives ayant pour but d'assurer la protection des demandeurs d'asile algériens qui sont en danger de mort et d'autres violations dans leur propre pays".

Les autorités algériennes accusent systématiquement ceux qui expriment leur préoccupation concernant la situation des droits de l'homme en Algérie d'"ingérence dans les affaires intérieures". Récemment le gouvernement algérien a condamné une déclaration du Secrétaire Général de l'ONU qui avait exprimé sa préoccupation quant à la situation en Algérie, jugeant cette déclaration inacceptable et contraire au principe du respect de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures.

Amnesty International déclare qu'"après des dizaines de milliers de morts, il est temps que les autorités algériennes reconnaissent que la protection des droits de l'homme n'est pas une 'affaire intérieure' et qu'elles prennent des mesures concrètes afin de protéger la population civile"

FIN.../